

La fin d'année et le début d'une nouvelle ère ?

La (très longue) dernière séance du conseil municipal de l'année a été l'occasion pour les élus villeruptiens de se pencher sur le devenir du site Henri-Wallon, de la piscine, du Tass de Longwy ou encore de la MJC.



Résultats des élections régionales, devenir du site Henri-Wallon ou du tribunal des affaires de la Sécurité sociale : il y avait comme un air de nouvelle ère. Photos RL

Non, l'installation de Zachary Hamchaoui (photo de gauche) en lieu et place de Jacky Reuge, conseiller municipal démissionnaire, n'a pas fait polémique lors de la séance de lundi soir. Pas plus que le rapport sur le prix et la qualité des services de l'eau potable et de l'assainissement. Le rendement du réseau, de 74 % (indicateur des pertes et-ou fuites), la facture type en baisse de 2,30 %, les 32 fuites, le remplacement de la quasi-totalité des branchements en plomb, la conformité aux exigences de qualité fixées par le code la santé publique n'ont pas provoqué de débats.

Tout comme l'attribution de 500 € à l'Association de solidarité avec le peuple syrien du bassin de Longwy pour l'aide aux orphelins de ce pays en guerre ou la vente pour 374 000 € de parcelles au profit de l'établissement public foncier de Lorraine afin de développer Cantebonne avec une zone commerciale et l'implantation de services. La construction et l'exploitation d'un réseau de chaleur sur la Ville, avec le futur Pôle culturel, ou 1 400 logements sont envisagés, pour agir en direction du développement des énergies renouvelables a fait consensus.

Des vaguelettes...

Ce qui a provoqué un peu de vagues fut la réactualisation des tarifs de la piscine, en hausse de 1,8 % en 2016, et qui affiche un déficit de fonctionnement de 300 000 €. « Le nombre d'entrées est passé de 52 000 à 50 000, une baisse due à la réforme des rythmes scolaires », a

souligné Myriam Narcisi, l'adjointe aux sports et aux loisirs. « Il faut vraiment accélérer la prise de la compétence par la communauté de communes du Pays-Haut val d'Alzette (CCPHVA) », a suggéré Véronique Guillotin, du groupe Ensemble pour agir. Réponse du maire, Alain Casoni : « On a réussi à faire reconnaître l'aspect intercommunal de la structure (55 % de la fréquentation est hors Villerupt NDLR), ce qui nous permet d'obtenir une dotation exceptionnelle de 146 000 €. Mais il faut aller plus loin, évidemment. »

L'examen de l'autorisation de programme et de crédit de paiement pour le complexe sportif de Cantebonne (coût total 3,44 millions d'euros NDLR) a également entraîné quelques échanges. « Le projet devait coûter à la Ville 730 000 €, et on atteint plus de 3 millions d'euros, avec un subventionnement qui arrive à peine à 8 % », a regretté Véronique Guillotin.

... des vagues...

L'ouverture des commerces le dimanche, autorisée, en concertation avec les gérants, les 10 janvier, 7 février, 28 mars, 22 mai et 26 juin 2016 (avec les 31 juillet, 6 et 27 novembre, 4, 11 et 18 décembre), a permis la prise de parole des élus communistes, par la voix de Pierrick Spizak, adjoint à l'enseignement.

« Même si on sait très bien qu'on ne vote pas la loi Macron, on s'abstiendra sur ce point, car on a toujours dit que le texte, passé en 49-3, était un recul des acquis sociaux. Et les dimanches ne profitent pas aux petits commerces, mais aux grandes surfaces. »

Enfin, le devenir du site de l'ancien lycée professionnel Henri-Wallon a donné l'occasion aux élus de rappeler leur sentiment. « On apprend qu'il n'y a plus d'espoir de voir s'y installer un centre d'apprentissage, qui aurait été très intéressant au regard de ce qui se passe sur Esch-Belval-Micheville. Et en plus, on récupère un bâtiment obsolète, qui va nous coûter cher », a souligné Véronique Guillotin. Une étude de requalification va être lancée. « Oui, c'est dommage. D'autant qu'avec le développement des nouveaux métiers, liés aux éner-

gies renouvelables, les artisans auraient eu besoin de main-d'œuvre qualifiée. Mais ni le conseil régional, ni l'Éducation nationale, n'ont voulu entendre. »

... et des grosses larmes

Finalement, seuls trois points à l'ordre du jour du conseil municipal ont permis de sortir de la torpeur le maigre public présent. D'abord, les élections régionales (lire ci-dessous), puis l'avenir incertain du tribunal des affaires de la Sécurité

sociale (Tass) de Longwy. Les élus ont voté une motion de soutien à la structure. « Le projet de loi dénommé Pour la justice du XXI^e siècle est inquiétant, car il fait craindre sa disparition malgré plus de 250 affaires inscrites chaque année. Et ce sont les personnes affaiblies, comme les victimes de l'amiante, qui en subiront les conséquences, en devant se rendre à Briey. Car la Sécurité sociale remet en cause le droit au transport », a commenté Alain Casoni.

Troisième point qui a causé des vagues, voire même une forme de psychodrame, la signature de la prolongation de trois mois de la convention 2015 liant la MJC et la Ville. Antonia Pereira Da Rocha a, dans un premier temps, fait part de sa peur de voir les activités de la maison des jeunes et de la culture réduites. « J'y travaille, et je sais qu'elle ne fonctionne qu'à 15 % de ses possibilités. Et là, vous lui enlevez encore des missions ? » Le premier magistrat a tenté de la rassurer : « On n'a fait que reprendre les compétences enfance et petite enfance, et réorganiser les services. Mais on continuera à œuvrer avec la MJC. Et s'il y a des difficultés au sein de l'organisation, il faut d'abord voir en interne. Ensuite, si ça perdure, on prendra nos responsabilités. »

Mais la conseillère municipale n'a pas du tout apprécié les sourires affichés sur certains visages lors de son intervention. « C'est un sujet important. Et parce que je suis Portugaise, et que je m'exprime mal en français, on se moque de moi ? Je mérite le respect, comme tout le monde. » Avant d'essayer quelques larmes.



Tous d'accord !

Lundi soir, au lendemain du premier tour des élections régionales, les trois groupes politiques étaient d'accord avec Alain Casoni quand il a expliqué qu'il fallait faire barrage au Front national, en votant Philippe Richert (droite). « Le FN est un parti qui répand la haine, divise, bafoue les valeurs de la République. Et la colère des électeurs se nourrit de plus de dix ans de gouvernements successifs, de droite comme de gauche, qui prônent l'austérité, le démantèlement des acquis sociaux, etc. » Même le socialiste Guillaume Petitclair s'est dit « favorable au retrait de Jean-Pierre Masseret au second tour (le président socialiste sortant du conseil régional de Lorraine NDLR). » Véronique Guillotin en a profité pour glisser un taclé en direction du FN qualifié de « barbare », et a souligné « la disparition en France de la méritocratie », ainsi que « les multinationales qui déjouent la fiscalité alors que le citoyen lambda prend 10 % à chaque retard de paiement de ses impôts. Et demain, quand on aura éteint ce feu, reprendrons-nous les mêmes schémas politiques qui nous ont conduits à cette impasse ? »

En long et en large

Pourquoi la dernière séance du conseil municipal a-t-elle duré près de quatre heures ? Parce qu'elle a débuté par la présentation du plan de pilotage stratégique par l'agence d'urbanisme Agape, c'est-à-dire des projets que la municipalité souhaite voir se concrétiser à 5, 10 ou 15 ans. Et il y en avait 38, parmi lesquels on retiendra : la requalification de l'accès à Micheville, du côté du Norma, avec notamment la création d'un groupe scolaire et périscolaire ; la requalification des cités Saint-Ernest, Hugo, Joffre, Pouyer-Quartier et Roosevelt ; le développement de Cantebonne avec la création d'une zone commerciale ; le pôle culturel ; la réhabilitation de l'îlot du carrefour Chanoir ou de la traversée urbaine entre Thil et Micheville ; la réalisation d'une maison de santé ; la renaturation de l'Alzette...



Au nom de...

L'époque est à l'écologie. La preuve en a été donnée une fois de plus lundi soir, avec le choix des noms de quatre rues et une impasse. On retrouvera dans le lotissement Les Prairies de Cantebonne : les rues Victor-Lemoine (pépiniériste lorrain considéré comme le plus grand sélectionneur de plantes horticoles), Raoni-Metuktire (grand chef du peuple Kayapo vivant au cœur d'une réserve protégée du Brésil, dans la forêt amazonienne, qui lutte contre la déforestation de cette dernière), Jean-Henri-Fabre (homme de sciences, humaniste, naturaliste et entomologiste), Carl-Von-Linné (naturaliste suédois qui a fondé les bases du système moderne de la nomenclature binominale) ; et l'impasse Dian-Fossey (éthologue américaine spécialisée dans le comportement des gorilles).